

PRINCIPAUX OUVRAGES PUBLIES

Ne sont mentionnés ici, que les ouvrages publiés à partir de 1991, dont je suis le seul auteur, sur les thématiques du chômage, de l'exclusion et de l'insertion, d'une part ; sur celles de la justice sociale, de l'égalité, de la citoyenneté et de l'identité culturelle, d'autre part.

Ces ouvrages sont les suivants :

Du chômage à l'exclusion ?, Syros, 1991

Ce livre propose une synthèse des débats, des politiques et des expériences qui se sont multipliés dans les années 1980, face au constat d'une certaine rupture du lien professionnel et social, phénomène alors désigné sous le terme d' « exclusion ».

L'ouvrage développe une double critique : celle, premièrement, des politiques de traitement social du chômage qui se cantonnent à une sphère hors travail, coupée du système productif ; celle, deuxièmement, de l'idéologie de « la fin du travail », d'une solidarité limitée à l'attribution d'un revenu minimum d'existence, qui se résigne à l'éviction d'une partie des actifs du monde du travail.

Pour conforter une orientation crédible d'insertion professionnelle des chômeurs les moins qualifiés, il est proposé de réfléchir aux enseignements des expériences qui articulent étroitement les questions de formation avec celles qui concernent les organisations du travail dans les entreprises d'accueil de l'insertion.

Les exclus face à l'emploi, Syros, 1992.

Le terme d' « exclu » est utilisé ici, non pour produire un effet « misérabiliste », mais pour synthétiser plusieurs types de situation à risque de rupture avec le monde du travail : le chômage de longue durée, le chômage récurrent, le chômage des découragés non répertoriés officiellement.

On assiste à la fin des années 1980 à deux phénomènes qui vont bouleverser les conceptions en matière de lutte contre l'exclusion : d'abord – avec le RMI et le crédit formation individualisé pour les jeunes - , à une systématisation des logiques de traitement social du chômage sans intervention sur les logiques de production ; ensuite, ce traitement social apparaît peu performant vis-à-vis de l'exclusion, malgré la reprise économique importante apparue à cette époque. D'où l'idée qui se répand selon laquelle d'autres voies que celle de l'emploi, dans une économie solidaire et alternative notamment, seraient plus appropriées pour l'insertion des chômeurs les plus en difficulté.

Sans nier les atouts d'une telle perspective, il est montré dans l'ouvrage que cette intégration alternative a d'autant plus de valeur que les chômeurs n'y sont pas assignés, et qu'ils ont le choix entre cette voie d'intégration et celle de l'économie ordinaire. D'où l'intérêt d'explorer les marges de manœuvre du système productif en vue de l'intégration des « exclus » en son sein. Ce qui conduit à réorienter la lutte contre l'exclusion pour l'inscrire au cœur du système productif, avec une forte médiation de l'Etat.

Insertion : Les politiques en crise, PUF, 1996 et 1998.

Au-delà de leurs aspects techniques, l'irruption et le développement des politiques d'insertion dans les années 1980, sont consécutifs à la montée de l'incertitude dans l'univers économique : les politiques d'insertion sont révélatrices d'un besoin de transformation de l'action publique dans le sens d'une régulation plus directe des questions d'intégration professionnelle, face à une conjoncture de plus en plus imprévisible.

Agissant à la base, au niveau des manifestations les plus aiguës des dérèglements économiques, ces politiques devraient être à même de contribuer à la résolution des questions d'intégration professionnelle qui affectent durablement une fraction notable des chômeurs.

Or, les politiques d'insertion sont en crise : on ne sait plus si elles s'en tiennent à la gestion sociale de l'exclusion professionnelle, ou, au contraire, si elles contribuent à l'intégration des chômeurs les plus en difficulté au sein du système productif.

L'ouvrage contient donc une critique des fondements théoriques qui sous-tendent la conception des politiques d'insertion ; fondements largement inspirés de la logique taylorienne/fordiste (congruente avec une certaine stabilité de l'univers économique qui n'a plus cours aujourd'hui), de séparation entre les sphères de la formation et de l'emploi. Mais surtout, la réflexion s'oriente vers la recherche des formes de mutations nécessaires pour conférer une fonction active aux politiques d'insertion en termes d'intégration professionnelle des chômeurs les moins qualifiés. On débouche sur l'hypothèse selon laquelle, en univers économique aléatoire, plus l'interaction est forte entre les sphères de l'insertion et de la production, plus le processus d'insertion des « exclus » est performant. On propose alors trois « modèles d'insertion » de référence, élaborés en fonction de cette hypothèse et de l'observation de terrain, modèles qui permettent d'analyser et d'évaluer les politiques et processus locaux d'insertion : premièrement, le modèle de *séparation* entre les sphères de l'insertion et de la production, peu performant ; deuxièmement, un modèle de *coordination*, avec des interactions épisodiques entre les deux sphères, plus performant que le précédent mais instable ; troisièmement, un modèle de *coopération*, à interaction forte entre insertion et production, modèle le plus conforme aux impératifs d'une conjoncture versatile, et le plus performant en termes d'intégration professionnelle des « exclus ».

Mots clés : chômage, chômeurs, exclusion, exclus, insertion, politique d'insertion, emploi, travail, organisation du travail, système productif.

L'égalité. Nouveaux débats, PUF, 2002.

Cet ouvrage, contrairement aux précédents, se propose d'élargir le champ des réflexions relatives à l'insertion des chômeurs, pour les resituer dans le cadre de questions plus générales concernant la justice sociale et l'égalité, la citoyenneté politique et l'identité culturelle.

Au point de départ des réflexions, il y a le constat d'une société française devenue de plus en plus hétérogène : divisée face aux conditions de l'intégration économique (phénomènes de précarité et d'exclusion), pluraliste vis-à-vis des valeurs culturelles et multiforme dans le choix des aspirations à satisfaire. Cette évolution n'est pas sans influence sur notre modèle d'égalité en vigueur – constitué autour des principes de l'égalité des droits, de l'égalité des chances et de l'égalité des conditions matérielles d'existence -, lequel répond à une société homogène et unifiée autour de l'intégration sociale par le travail. Il est dès lors nécessaire de faire appel à d'autres ressources théoriques, d'avantage en prise sur la mutation des situations économiques et les formes actuelles de différenciation sociale ou culturelle.

Parmi les nouvelles problématiques de l'égalité, les apports de John Rawls et de Michael Walzer occupent une place centrale : le premier dans sa réflexion sur une justice sociale alignée sur les plus mal lotis ; le second dans son appréhension de la pluralité des dimensions de l'égalité.

Il est procédé dans cet ouvrage, à une analyse critique de ces théories de la justice sociale et de l'égalité ; puis à leur confrontation avec les politiques publiques et les pratiques sociales, militantes ou culturelles, appliquées à des populations en difficulté d'intégration sociale en France.

Cette démarche de mise à l'épreuve des théories de la justice, se réalise par exploration de trois dimensions de l'égalité, justiciables d'une intervention publique régulatrice : la dimension de la répartition de la richesse matérielle, la dimension du politique et la dimension de l'identité culturelle. Les enseignements d'une telle mise en perspective se révèlent particulièrement féconds. Ils éclairent sur les usages possibles de principes et critères de justice appropriés dans le débat public. Ils apportent une contribution précieuse aux controverses sur les conceptions à la fois souhaitables et praticables de l'égalité.

Mots-clés : chômage et chômeurs, précarité et précaires, exclusion et exclus, insertion, politiques d'insertion, emploi, travail, organisation du travail, système productif. Justice sociale, égalité, équité, discrimination, discrimination positive, égalité complexe, citoyenneté politique, Identité culturelle, multi -appartenance